

«Comme présidente, je sens le poids de la responsabilité»

INTERVIEW Simonetta Sommaruga termine une année de présidence que la crise du coronavirus a rendue exceptionnelle. Une période très lourde sur le plan psychique, admet-elle volontiers.

NICOLE LAMON,
FLORENT QUIQUEREZ
nicole.lamon@lematindimanche.ch
florent.quiquerez@lematindimanche.ch

Vous avez été la présidente d'une année exceptionnelle. Vous allez pousser un ouf de soulagement quand vous passerez le témoin?

Physiquement, je me sens bien. Psychiquement, c'est lourd. Je sens le poids de la responsabilité, parfois jusqu'au plus profond de la nuit. Au CHUV, j'ai vu des patients aux soins intensifs. Ce sont des images qu'on n'oublie pas, tout comme celles des soignants à bout de force ou des personnes qui ont perdu des proches sans même pouvoir prendre congé d'eux. J'ai rencontré des entrepreneurs, des restaurateurs qui ne savaient plus comment faire. Ça pèse. D'un point de vue plus personnel, je n'ai plus vu ma mère, qui est dans un home, depuis des semaines. Je lui joue du piano au téléphone le dimanche. Malgré tout, il y a eu cette année des moments forts.

«Il y a des critiques, mais je pense sincèrement que nous avons fait beaucoup pour soutenir l'économie.»

Vous êtes passée de la présidente de proximité à une gestionnaire de crise. On vous a volé votre année?

Je n'ai pas l'impression d'avoir été éloignée des gens. Dans mon agenda, j'ai gardé tous les événements qui étaient planifiés. Chaque matin, je vois où j'aurais dû être, avec qui. J'ai essayé de transformer cette énergie en une autre. Par exemple, je me réjouissais de rencontrer toutes les femmes maires du pays le 8 mars. La rencontre a été reportée plusieurs fois et n'a pas encore pu se faire; je leur ai envoyé un mélange de graines de fleurs comestibles à planter pour que nous puissions savourer la récolte ensemble en 2021. Il a fallu réinventer les moyens de rester en relation: j'ai, par exemple, écrit une lettre à la population. J'ai eu beaucoup de contacts avec les dirigeants de l'étranger, le plus souvent par téléphone. Mais durant cette pandémie, les Suisses avaient surtout besoin d'une présidente en Suisse.

Le mot de l'année, en Suisse romande, c'est «Coronagraben». Malgré les décisions de vendredi, vous n'avez pas réussi à combler le fossé?

Certains cantons ont été plus touchés que d'autres. La Suisse, avec ses différentes langues et cultures, est habituée aux perceptions différentes entre les régions. Ce qui est nouveau ici, c'est la peur de l'inconnu et l'urgence dans laquelle il faut agir. Pour le Conseil fédéral, le défi est de trouver des mesures qui conviennent à tout le pays, mais qui permettent aussi de répondre aux spécificités de chacun. Cette crise a rendu cette réalité plus visible.

Est-ce que la cohésion nationale en a pris un coup?

C'est le devoir du Conseil fédéral, mais aussi de tout le pays, de s'assurer que nous restons unis. Lors du débat sur l'ouverture des stations de ski, on a vu une autre division. Elle n'opposait pas les Romands aux Alémaniques, mais la plaine à la montagne.



tagne. La cohésion nationale ne va pas de soi, elle requiert des efforts constants.

À cause de cette cacophonie, la population n'écoute plus les autorités comme au début de la crise...

Au départ, cette pandémie a été un véritable choc. Le Conseil fédéral est allé très

loin et s'est immiscé dans les compétences des cantons. Ensuite, la situation a changé. Les cantons et le parlement ont repris les choses en mains. Les partis et les médias sont à nouveau plus critiques. On peut regretter qu'il n'y ait plus cette unité, mais ça fait partie de notre modèle politique. Une démocratie vit aussi des critiques.

Pour Simonetta Sommaruga, la cohésion nationale ne va pas de soi, elle requiert des efforts constants.
Raphael Moser

«Le sexisme n'a sa place nulle part»

La SSR est ébranlée par une vague #MeToo. Qu'en dit la ministre de tutelle?

Mon engagement politique est né lorsque je travaillais dans une maison pour femmes victimes de violence. Le sexisme, le harcèlement, la violence n'ont leur place nulle part, que ce soit dans les entreprises publiques ou privées. Pour la SSR, j'ai été informée très vite des mesures que le conseil d'administration allait mettre en place. Le processus est en cours.

On parle d'une culture de travail à changer. Des têtes doivent-elles tomber?

Quand hommes et femmes sont à parité dans un organe dirigeant, les comportements changent. C'est pourquoi je me suis engagée pour les quotas dans les hautes sphères de l'économie, mais aussi

pour l'égalité salariale. Si vous gagnez moins parce que vous êtes une femme, cela signifie qu'on considère que vous avez moins de valeur. Ce n'est pas la culture des entreprises qu'il faut changer, mais celle de la société.

Faut-il une femme à la tête de la SSR?

De façon générale, il faut davantage de femmes. Et pas juste une au milieu de dix hommes. Cette situation, je l'ai vécue, elle vous oblige à être plus stratégique, à faire davantage que vos collègues. Une femme ne devrait pas avoir à prouver qu'elle est meilleure qu'un homme pour arriver au même poste.

En 2021, on fête les 50 ans du droit de vote des femmes. Ça représente quoi pour vous?

Je n'avais pas encore 11 ans quand ma mère a pu voter la première fois. Je m'en souviens parfaitement, c'était très émouvant. On a du mal à s'en rendre compte, mais il y a cinquante ans, la Suisse n'était pas encore une véritable démocratie. Ça montre le chemin à parcourir pour parvenir à l'égalité.

Comment le Conseil fédéral va-t-il s'impliquer?

Une célébration officielle est prévue en février. Les trois conseillères fédérales fêteront le 1^{er} Août lors d'une fête nationale féminine sur le Grütli. Des manifestations sont prévues tout au long de l'année, dont une session de femmes au Palais fédéral. Il reste évidemment à voir ce que la situation sanitaire permettra.

Comment fait-on pour regagner cette confiance?

En tant que présidente, je me suis toujours engagée pour que la population comprenne pourquoi nous prenons des mesures. Le fédéralisme rend les choses plus compliquées, c'est clair. C'est pour cela que le Conseil fédéral doit reprendre parfois la main, comme cette fin de semaine.

En mars, vous aviez dit que la Suisse avait les moyens de surmonter cette crise. Pour beaucoup d'indépendants ou de petits patrons, vous avez menti.

Il y a des critiques, mais je pense sincèrement que nous avons fait beaucoup pour soutenir l'économie. Surtout, l'argent est arrivé rapidement; regardez en comparaison ce qu'il en est à l'étranger. Bien sûr tout le monde n'a pas perçu des aides, et

«C'est l'hiver, les Fêtes approchent. La situation ne va pas s'améliorer.»

c'est pour cela que nous avons ensuite élargi le cercle des bénéficiaires. Pour les cas de rigueur, les cantons sont au front, car ils connaissent mieux la réalité du tissu économique. Puisque chaque canton est différent, tout ne se fait pas de la même manière. C'est une réalité qui, dans ce cas précis, est parfois perçue négativement.

Les restaurateurs, les milieux culturels ne vous croient plus. La crise économique menace.

Les spécialistes nous livrent des prévisions, mais il faut être honnête, on ne sait pas où cette crise va nous mener. On a pris des mesures avec le chômage partiel, les prêts Covid, les aides aux cas de rigueur. Mais le plus dur à gérer, c'est la durée et l'incertitude. Pour la culture, que je connais bien, l'argent est une chose, mais il ne faut pas négliger la souffrance induite par l'impossibilité de se produire sur scène. La crise met des gens dans une situation épouvantable. En tant que présidente, j'ai essayé de trouver la voie médiane entre les besoins économiques, sanitaires, mais aussi sociaux.

Des conseillers d'État critiquent vos décisions. La crise institutionnelle menace?

Il faut reprendre l'analyse de base. Le taux d'infection est très élevé en Suisse. C'est l'hiver, les Fêtes approchent. La situation ne va pas s'améliorer. Ce que cherche le Conseil fédéral, c'est à renforcer les cantons qui ont agi, un peu comme nous l'avons fait avec le port du masque dans les transports publics. Alors que les hôpitaux et les soignants sont à bout, nous devons agir. Il en va de notre responsabilité.

Si on avait gardé le droit d'urgence, on aurait sauvé des centaines de vies et évité le Coronagraben, non?

On ne peut pas comparer la première et la deuxième vague. Puis nous sommes dans un État de droit. Si le Conseil fédéral avait agi plus tôt, cela n'aurait jamais été accepté tant les différences entre cantons étaient fortes. Aujourd'hui, la situation est préoccupante partout, c'est pour cela qu'on intervient.

Allez-vous skier à Noël?

En principe, je fais de la luge. Mais je ne sais pas encore si ce sera possible cette année. Je suis présidente jusqu'à la fin de l'année, et la situation restera difficile. J'espère que nous réussirons à passer de bonnes Fêtes, tout en maîtrisant la crise.

Il y a un an, dans votre boulangerie, vous disiez qu'une bonne année, c'est quand on a la santé. Ça paraît bien loin...

Je vais toujours dans cette boulangerie. Je ne pouvais pas imaginer ce qui allait arriver, mais on se rend compte de la valeur de la santé quand elle est menacée.